

Michel Rocard : « L'Europe ne pourra être relancée sans que les Anglais en sortent »



[Pascal Airault](#)

27 Décembre 2015 à 12h27

« Pour peser sur les affaires du monde, il faut que les Européens le veuillent. Ne rêver d'Europe qu'à propos d'affaires économiques et sociales est un rêve creux. »

L'ancien Premier ministre socialiste, qui fut député européen de 1994 à 2009, déplore la disparition de « l'enthousiasme fédéralisant des fondateurs ». « Dans toute la littérature, vous ne trouverez pas d'emploi conjoint des mots commandement ou souveraineté et Europe », regrette-t-il. Donner un nouveau souffle au projet européen suppose, à ses yeux, à la fois une vision commune et une révision du processus de décision à 28.

Que vous inspire l'état de l'Europe ?

Je suis un ardent défenseur de l'Europe mais la lâcheté générale pour ne pas aller au bout du projet européen me désespère. Je suis devenu « européen » à la Libération en mai 1945, l'année où l'on m'a enseigné au lycée qu'Hitler avait été élu au suffrage universel. Les boycotts, auxquels j'appartenais, devaient s'occuper des déportés des camps de la mort pour les accueillir, les soigner, leur réapprendre à se nourrir. Je suis ensuite devenu socialiste car la SFIO portait un idéal européen. Cette conviction ne m'a jamais lâchée mais je m'épuise. J'ai passé quinze ans au Parlement européen, participé à tous les colloques et assisté au détricotage de l'idéal. Dans toute la littérature, vous ne trouverez pas d'emploi conjoint des mots commandement ou souveraineté et Europe. Les politiques, les intellectuels et les juristes n'ont jamais osé les prononcer ensemble et ont laissé les choses pourrir au point que l'idée d'Europe est en train de mourir. Sur les 28 États membres, une grande majorité s'accroche à la communauté pour de simples raisons de stabilité, en véhiculant des arguments convenus sur la démocratie et les libertés ; certains ont osé dire que leur objectif est une « grande Suisse ». La France passe son temps à s'apitoyer sur le sort de l'Europe. Bilan : les Européens n'ont pu éviter ni la guerre en Yougoslavie, ni la répétition des échecs de négociation entre Israéliens et Palestiniens, et moins encore la disparition de tout équilibre au Moyen-Orient après la destruction américaine de l'Irak.

Est-ce un problème de leadership ?

Non, c'est d'abord un problème de pensée. On appelle leadership la capacité des hommes et des femmes politiques à imposer leur parole à ceux qui sont hésitants. Plus personne ne l'assume. Il faut à la fois au leadership des conditions institutionnelles d'émergence et des conditions intellectuelles d'élaboration : une vision commune. Or il n'y a plus rien de tout cela. Après Jacques Delors, presque aucun leader ne s'est opposé à la volonté de la Grande-Bretagne de brandir deux vetos en dix ans pour empêcher deux fédéralistes, le belge Jean-Luc Dehaene puis le luxembourgeois Jean-Claude Juncker, de prendre la présidence de la Commission. Pourtant, le poids de leurs pays respectifs ne représentait pas une menace dans les instances décisionnelles. Jean-Claude Juncker n'y parviendra que bien plus tard,

dans une situation encore détériorée. La destruction de l'Europe est aussi liée à la complexification du processus de décision à 28. Les Européens ont été incapables de modifier les règles de fonctionnement lorsque l'on est passé de 6 à 12 États membres, puis au-delà, l'unanimité étant requise pour les décisions en matière de défense, politique étrangère, fiscalité, justice, droit social. Il a fallu quinze ans pour produire un statut de société européenne. La question des limitations à la souveraineté nationale a été discutée en 1991 au Conseil européen du Luxembourg. Pour la première fois, le Conseil a invité le président de la Commission - Jacques Delors, à l'époque - à faire des propositions sur la supranationalité. Sous la pression de la Grande-Bretagne et du Danemark, et avec l'abstention inattendue et dramatique de la France, les neuf pro-européens emmenés par l'Allemagne n'ont pu obtenir d'avancées. Plus jamais la Commission et le Conseil n'ont coopéré pour écrire les traités qui deviennent d'ailleurs illisibles. Depuis, l'Allemagne ne sait plus ce que souhaite la France qui n'a jamais répondu au rapport Lamers-Schäuble de 1994, ni à l'appel de Joschka Fischer, alors ministre allemand des Affaires étrangères, pour plus de fédéralisme. Sentant les blocages à l'ouest, elle s'est alors tournée vers son est. Depuis, aucun des traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice ou de Lisbonne n'a permis de définir un processus de décision plus intégré. On n'a jamais retrouvé l'enthousiasme fédéralisant des fondateurs incarné par les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates, d'où notre incapacité à peser sur les événements au Moyen-Orient, à construire une Europe militaire.

La Grande-Bretagne continue son entreprise de démolition européenne...

Elle n'a pas une vision du monde incluant une identité européenne forte. Sa lecture est commercio-navale. Elle ignore l'Europe qui lui fait peur, refuse de lâcher ne serait-ce qu'une once de sa souveraineté. Elle s'est repliée sur elle-même alors que ses idées ont influencé les démocraties occidentales. On lui doit l'*Habeas corpus* (libertés individuelles), le contrôle de la dépense publique par le Parlement, et Churchill appelait de ses vœux les États-Unis d'Europe, tout en précisant qu'il ne pouvait s'agir que du continent et que son pays ne devait pas en faire partie.

Êtes-vous pour le Brexit ?

Naturellement, l'Europe ne pourra être relancée sans que les Anglais en sortent. Tant qu'ils seront là, on ne pourra pas mettre à l'ordre du jour la rénovation de la communauté. Le paradoxe est que la City pousse le pays à y rester. Les financiers profitent du désordre européen pour faire des affaires. Mais la sortie des Anglais n'est pas suffisante. Pour peser sur les affaires du monde, il faut que les Européens le veuillent. Ne rêver d'Europe qu'à propos d'affaires économiques et sociales est un rêve creux.

La Turquie doit-elle faire son entrée dans la communauté ?

J'étais un partisan farouche de son adhésion dans le cadre d'une Europe large avec les Anglais. On aurait pu construire une Europe à plusieurs vitesses avec une défense communautaire à 4 ou 5 pays. L'Europe aurait aussi été un facteur stabilisant en Turquie en réglant les crises chypriote et kurde, et en favorisant de meilleures relations avec l'Arménie. Mais c'est trop tard. Les Turcs se sont sentis insultés quand Valéry Giscard d'Estaing [alors président de la Convention pour une Constitution européenne, NDLR] s'est prononcé en 2002, pour des raisons de politique intérieure, contre leur adhésion.

Je suis devenu « européen » à la Libération. Je suis ensuite devenu socialiste car la SFIO portait un idéal européen. Cette conviction ne m'a jamais lâchée mais je m'épuise.

On essaye de relancer ce processus en contrepartie d'une aide d'Ankara pour gérer la crise des réfugiés...

Il y peu de chances de réussir. Le président Erdogan est en pleine dérive autocratique. Il marche sur la voie du Tunisien Bourguiba. Quant à la crise des réfugiés, on ne résout rien. On tente de mettre des polices un peu plus humanitaires aux frontières, sans avoir de projet commun. Seule Merkel a sauvé l'honneur humanitaire de l'Europe, même si c'est en partie motivé par le déclin démographique de son pays et son besoin de main-d'œuvre. Ce sont les maires qui font face à l'afflux de réfugiés. Il fallait réinventer des mécanismes de démocratie locale en consultant les municipalités. Il est aussi nécessaire de régler les problèmes aux sources, que ce soit en obtenant la paix en Syrie ou en développant l'Afrique subsaharienne.

Comment ne pas reproduire la crise grecque ?

Il s'agit d'une sous-crise qui aurait pu être réglée rapidement. Quand une monnaie est menacée, il faut se donner les moyens de la sauver. Le PIB grec ne représente que 2 % de celui de l'Union européenne. La politique monétariste est un encouragement à l'endettement et l'on a fermé les yeux sur la mauvaise gouvernance d'Athènes. Le Portugal n'est pas loin de la Grèce et l'Espagne ne se porte guère mieux. La crise financière a montré l'absence de commandement en Europe. Il y a des analogies bancaires et financières avec la crise de 1929. C'est un désordre du marché. Heureusement, les pays du G20 se sont mis d'accord en 2009 pour que les États interviennent. On n'a fait que basculer de la dette privée en dette publique.

Comment relancer l'économie européenne ?

Il suffit de lire Joseph Stiglitz ou Paul Krugman. Il faut privilégier la croissance, les investissements publics et privés, la recherche et l'innovation, relancer l'industrialisation. Les secteurs dynamiques existent comme celui de l'auto hybride. L'argent est là. Les liquidités représentent 800.000 milliards de dollars dans le monde, à 95 % utilisées sur les marchés spéculatifs des produits dérivés. Hélas, il faudra convaincre les ministres des Finances qui ont une approche monétariste. La relance de l'emploi est la meilleure façon de lutter contre l'extrême droite et les populistes.

Êtes-vous optimiste pour l'avenir ?

Au changement de millénaire, le monde a connu un tournant. Il est sorti d'un demi-siècle où le militaire n'a pas servi à grand-chose sauf à enrichir les marchands de canons américains. Aujourd'hui, c'est la violence qui parle, il existe un risque de prolifération nucléaire, le réarmement frénétique des Chinois est inquiétant tout comme les tensions en mer de Chine; mais surtout les armes font rage au Moyen Orient et au nord-est de l'Afrique. Dans ces régions, l'Europe a disparu car elle refuse de s'occuper de politique étrangère et de défense. Si elle veut peser, elle devra avancer sur le double plan diplomatique et militaire.